



Texte action

Le contexte international est marqué par des mobilisations et des résistances populaires pour la démocratie, les droits sociaux, la protection de l'environnement et la défense du climat. Partout dans le monde (au Chili, au Liban, au Brésil, en Algérie, en Irak, à Hong-Kong...) les peuples entrent en lutte.

L'arrivée au pouvoir d'Emmanuel Macron est une nouvelle étape de l'offensive néolibérale contre les jeunes, les salarié.es, les chômeur.ses et les retraité.es au profit du capital et au mépris de l'urgence écologique. Macron et son gouvernement se présentent comme la seule alternative démocratique possible à l'arrivée au pouvoir de l'extrême droite alors que leur politique l'alimente.

Deux ans après les élections présidentielles, l'actualité sociale se caractérise par une riposte à cette offensive qui prend une forme originale et s'est traduite notamment par le mouvement des Gilets Jaunes. La forme du mouvement des GJ interroge le syndicalisme. Nous devons travailler les convergences avec ce mouvement pour des revendications et des exigences sociales communes partout où cela est possible.

Les grèves dans le secteur médico-social (toutes catégories confondues), les mobilisations contre la loi dite de « l'école de la confiance » et la réforme du lycée et du bac, la lutte et les manifestations comme celle du 6 novembre pour le droit et l'égalité femmes-hommes alors qu'un féminicide a lieu tous les deux jours, les nombreuses manifestations, rassemblements et délégations des retraité.es, les manifestations en faveur de la défense du climat, la solidarité avec les migrant.es, les luttes pour la défense de l'emploi et contre les casses successives du code du travail, pour la défense des Services Publics, de la Fonction Publique et des conditions de travail de ses agent.es, pour le droit des jeunes et des retraité.es à vivre dignement et à la reconnaissance de leur place dans la société, participent à cette riposte.

Dans sa fuite en avant, le gouvernement méprise les organisations syndicales, casse le paritarisme et liquide le dialogue social. Sa pratique du pouvoir institutionnalise la répression à la fois judiciaire et policière via des condamnations, des emprisonnements arbitraires, des mutilations, voire des morts. Il utilise également la division et la haine : en alimentant un climat raciste et xénophobe notamment contre les musulman.es, en instrumentalisant la laïcité.

Devant cette situation, la FSU du Val-de-Marne réunie les 22, 25 et 26 novembre en congrès, considère que la grève interprofessionnelle du 5 décembre sera une première étape pour construire le rapport de force nécessaire à la satisfaction de nos revendications. La FSU considère que la reconduction de la grève dès le 6 décembre doit être mise en débat dans les assemblées générales des salarié.es afin d'obtenir le retrait du projet de réforme des retraites Delevoye-Macron et de conquérir de nouveaux droits. La FSU revendique notamment la prise en compte des années d'études, le départ à 60 ans à taux plein, suppression de la décote, l'aménagement des fins de carrières et la compensation familiale pour les femmes... La FSU 94 soutiendra et s'inscrira dans toutes les initiatives notamment dans le cadre de l'intersyndicale (CGT, FO, FSU, Solidaires, UNEF) et le Groupe des 9 (l'intersyndicale des retraité.es): information sur les enjeux de la réforme, réunions d'informations syndicales, assemblées générales, popularisation des luttes, mise en œuvre d'autres actions locales et départementales les plus larges et unitaires possible, et participation aux initiatives nationales. Toutes ces initiatives doivent contribuer à engager l'ensemble de nos collègues actif.ves et retraité.es et plus largement l'ensemble de la population dans un mouvement massif et durable pour mettre en échec ce projet de retraite par points. L'heure est à la construction du rapport de force préalable à toute négociation qui devra se faire sur la base du retrait du projet actuel et de nos revendications.

La FSU du Val-de-Marne continuera à porter les valeurs des Services Publics comme une part du modèle social à défendre et à développer (redistribution, égalité d'accès pour toutes et tous et sur tout le territoire). Dans ce cadre, elle promeut la participation au vote pour la demande d'un referendum contre la privatisation d'ADP et de continuer à participer activement à la Convergence des Services Publics.

La FSU du Val-de-Marne soutient et participe à la lutte des travailleur.euses sans-papier de Chronopost et s'engage dans le RESF contre la dématérialisation des actes administratifs et pour la régularisation de tous les sans-papier.